

Homme d'État demandé

Par dessus tout, André Boisclair doit se convaincre et convaincre qu'il a l'étoffe, l'envergure et la détermination de l'HOMME D'ÉTAT dont le Québec a un criant besoin dans les conditions actuelles. Les premiers ministres de provinces et valets de pieds d'Ottawa et de Toronto n'ont plus de place au Québec. Le Québec EST un ÉTAT. Le Québec EST une NATION, avec la majuscule parce qu'elle possède les assises de l'État. Le Québec doit agir comme Nation et État et il lui faut un HOMME D'ÉTAT POUR PRENDRE CHARGE DE SES AFFAIRES.

Par dessus tout, Québécois et Québécoises doivent se convaincre que ce qu'il leur faut dans le contexte et la situation qui se présentent, c'est un Homme d'État, un Homme qui a l'étoffe, l'envergure et la détermination d'un Homme d'État et qu'André Boisclair est peut-être cet homme. Il faut donc le mettre à épreuve et lui fournir l'occasion de faire ses preuves, non comme premier ministre de province, mais comme Homme d'État.

Pourquoi un Homme d'État et non plus un premier ministre de province, d'une province inféodée à un pouvoir artificiel, post-impérial, centralisateur, autocratique et unitaire à Ottawa, brandon d'une oligarchie qui, grâce à Ottawa et sa Cour Suprême du Canada, contrôle plus de 85% de toutes les richesses de l'espace continental canadien.

Il existe un chef d'État au Québec: SM Élisabeth, reine d'Angleterre et du Commonwealth, CHEF D'ÉTAT du Canada et du Québec. Elle n'est au fond que la caution morale qu'exploitent ces exploiters qui tiennent en main le pouvoir centralisateur, les richesses et le pouvoir juridique.

C'est au Québec et aux autres provinces qu'il revient de se doter des assises de leur propre État. Dans le cas du Québec, ces assises sont en place depuis longtemps. Rome ne s'est pas fait en un jour. Le Québec n'est pas né d'hier.

Pourquoi l'ÉTAT?

L'État du Québec n'est pas un projet. C'est un fait accompli. Les Québécois n'ont pas à se donner un « projet de pays ». Le Pays du Québec existe déjà depuis longtemps.

C'est par une série de décisions arbitraires que le Québec n'est plus reconnu comme État, décisions contre lesquelles les Québécois se sont très mal défendus. Ils ignoraient que le Québec est beaucoup plus qu'une province, mais le foyer national d'un peuple et l'assise naturelle de son État, son propre État, un État optimal, apte et capable de gouverner le Québec d'une manière rigoureuse et de mettre en pratique les principes universels qui gouvernent toute stratégie d'État.

Voilà ce dont André Boisclair et nous tous devons nous convaincre.

Le reste, les beaux projets de société, ne mènent nulle part à moins que le Québec se soit entièrement et complètement pris en charge comme État, ce qu'il est déjà en premier lieu, de fait et de droit, de facto et de jure, avec la Loi 99.

Ce n'est pas un caprice de passage. Ce n'est pas une idéologie. Ce n'est pas une révolution non plus. C'est l'entrée officielle du Québec en tant qu'État dans l'échiquier du monde actuel et à venir.

Les faits et les principes

Que le Québec soit le foyer national d'un peuple n'est pas une théorie mais un fait accompli. Que les ennemis du Québec, tous à Ottawa, à la bourse de Bay Street à Toronto et à la Cour Suprême du Canada, s'acharnent à le nier et cherchent à coups de centaines et de centaines de millions à prouver le contraire, ne change rien au fait accompli.

Peuple, Nation et État

NOUS SOMMES UN PEUPLE PARCE QUE NOUS SOMMES CAPABLES DE DIRE NOUS.

Que veut dire NOUS?

Le NOUS collectif est l'expression d'une volonté commune, présente et agissante depuis une période de temps parfois très longue à l'intérieur d'un territoire et au cours d'une période donnée, suivant un processus naturel, sans arbitraire.

Ce NOUS a été implanté dans la vallée du Saint Laurent par les administrateurs français, qui ont distingué très tôt entre les Habitants, les colons installés sur place et les Français de naissance. Ce NOUS comprenait deux groupes principaux :

1. Les colons qui défrichaient, essouchaient, faisaient de la terre, la mettaient en valeur, créaient des espaces agricoles, produisaient de la nourriture, des vêtements et construisaient des habitations et des infrastructures avec des moyens de fortune, par des efforts répétés de génération en génération. Officiers et administrateurs envoyés de France pendant les 151 ans de colonisation française ne pouvaient l'ignorer. Ils ont constaté que NOUS étions distincts.
Les colons disaient NOUS. Leur volonté commune existait déjà en 1759, alors que les Français invitèrent les Anglais à entrer dans Québec, avant la fin de la bataille des plaines d'Abraham, que les milices territoriales formées de colons pouvaient gagner contre les Anglais. La preuve a été faite le printemps suivant à Sainte-Foy.
2. Les coureurs de bois, qui établirent un commerce lucratif avec les nations et tribus amérindiennes localisées au nord-ouest et à l'ouest du Québec, commerce qui a eu pour effet d'améliorer la qualité de vie de ces nations et tribus et d'entrer en relation privilégiée avec les colons du Saint-Laurent qui leur envoyaient des victuailles, que la chasse, la pêche et la cueillette ne pouvait fournir.

Le NOUS était solidement implanté avec l'arrivée des Anglais, aux prises avec des guerres partout sur la planète et en Amérique du Nord, avec les nations et tribus amérindiennes du nord-ouest et de l'ouest et avec les colons Blancs de la Nouvelle Angleterre, les Yankees qui préparaient leur guerre d'indépendance.

Reconnaissant l'importance stratégique et logistique de l'établissement du Saint Laurent en 1774, les Yankees NOUS offrirent de NOUS reconnaître comme État, afin que NOUS acceptions de prendre fait et cause pour eux dans cette guerre. C'est dire que NOUS avions un poids considérable en dépit de notre petit nombre. Les Anglais se sont empressés de NOUS convaincre de prendre parti pour eux en échange d'une reconnaissance de droit comme de fait, avec l'Acte de Québec. Ils l'ont nié ou ont

cherché à le nier par la suite mais les faits et les actes tels qu'ils se sont produits dans le réel, NOUS ont confirmés en tant que peuple, nation et État. Le temps efface les préjugés et confirme les lois naturelles.

Tout ce que NOUS avons fait par la suite, a consisté à nous positionner entre Anglais et Yankees, puis entre Loyalistes, Orangistes, Britanniques et Américains, afin de continuer à tirer notre épingle du jeu. NOUS avons réussi.

Et maintenant, nous avons le choix de nous positionner en fonction de notre présence accrue et continue dans le monde actuel, plus complexe et plus sophistiqué mais nous y sommes déjà habitués.

NOUS avons aidé les Anglais dans leurs guerres, tout en reconnaissant les États Unis. NOUS avons aidé les Anglais à construire leurs canaux et chemins de fer et s'installer en force en Ontario et dans l'Ouest. NOUS avons toléré la fondation de leur pouvoir centralisateur et unitaire d'Ottawa et la formation de leur oligarchie à Toronto.

En même temps, NOUS avons poursuivi la construction de notre foyer national au Québec, avec la fondation et le développement de NOS institutions et NOS infrastructures. De plus, à mesure que, à partir de la construction du pont Victoria en 1860 jusqu'à l'ouverture de la Voie maritime en 1960, NOUS avons acheté une à une les propriétés, fermes, institutions et équipements des Anglais, Écossais, Irlandais, Gallois, Loyalistes ou non, qui ont quitté le Québec pour aller s'établir en Ontario et dans l'Ouest. Chaque propriété a été payée comptant en bonne et due forme, par le capital accumulé par NOUS dans nos banques et nos caisses populaires.

Reconnu depuis la Loi 99, contre laquelle personne ne s'est objecté, l'État du Québec signifie que NOUS avons l'aptitude et la capacité de nous gouverner nous-mêmes, effectivement et efficacement, avec une économie de moyens, comme NOUS l'avons toujours fait.

Il nous faut maintenant un Homme d'État.

NOUS ne reconnaissons déjà plus le pouvoir post-impérial et arbitraire d'Ottawa.

Avec tout le respect et l'admiration que nous lui devons, nous avons l'honneur de dire à Sa Majesté la Reine Élisabeth Deux, reine d'Angleterre, du Commonwealth et du Canada qu'elle ne représente plus au Québec ce qu'elle représentait.

Ce n'est absolument pas une insulte et il est de notre devoir collectif de le faire. Qu'elle demeure cependant assurée de notre affection pour elle et la Monarchie britannique, sous laquelle nous avons eu l'honneur de vivre pendant 244 ans, soit depuis le traité de Paris du 10 février 1763 jusqu'à aujourd'hui.

Ce traité ne représente plus ce qu'il représentait non plus en supposant qu'il ait déjà représenté quelque chose. C'est à NOUS qu'il revient d'en décider, pour la simple raison que l'État du Québec, c'est NOUS.

Les arguments principes

Le Québec est un État qui possède dès maintenant l'aptitude et la capacité de se gouverner lui-même, sans intervention de l'extérieur.

Cette aptitude et cette capacité sont acquises au terme et au prix de 400 ans d'investissements dans la vallée du Saint-Laurent, de la constitution d'un capital d'État, avec lequel NOUS avons acheté les investissements des autres et continuons de le faire, par la simple force des choses, de la manière la

plus pacifique et la plus légitime, ainsi qu'il convient à une société qui se connaît elle-même depuis au moins quatre siècles. (*C'est ce qu'explique Géopolitique et avenir du Québec*, Guérin, 1994).

Dans les conditions actuelles, les Québécois ne peuvent plus tolérer ni supporter deux États sur leur territoire, soit: le pouvoir arbitraire, post-impérial, unitaire et peu utile d'Ottawa, face à l'État du Québec, un État naturel et optimal, apte et capable de mettre en pratique les principes universels de la stratégie d'État, à savoir:

1. Appréciation rigoureuse, correcte, objective et effective du contexte actuel. Deux pouvoirs surperposés et exposés à la double inertie et entropie bureaucratiques ne peuvent le faire en même temps. Nous ne constatons par l'inefficacité des pouvoirs actuels en face de conditions rapidement changeantes qui exigent des compositions compétentes et parfois spontanées avec les événements.
2. Appréciation rigoureuse, objective, correcte et pertinente des situations qui se présentent actuellement au Québec. Seuls NOUS sommes compétents pour le faire, parce que c'est NOTRE AFFAIRE. Nous n'avons pas besoin d'Ottawa pour nous dicter notre ligne de conduite.
3. Maintien du moral. Rien n'est plus démoralisant que de se heurter à l'inertie et l'entropie de deux systèmes bureaucratiques sans qu'aucune autorité puisse s'imposer et décider avec pertinence et effectivité.
4. Concentration et économie de l'effort. Le gaspillage des efforts et des ressources disponibles est assez évident, alors que personne au Québec ne peut prendre aucune décision de grande envergure. D'où nécessité d'un Chef d'État pour le Québec.
5. Simplicité: *ibid*
6. Souplesse. *ibid*
7. Sécurité. *Ibid*
8. Coopération: *Ibid*. La coopération n'est pas synonyme de soumission servile ni d'inféodation à un pouvoir centralisateur et unitaire.
9. Coordination. *Ibid*.
10. Administration et logistique. *Ibid*.

Ces arguments principes sont des arguments d'État.

C'est au Québec d'en prendre conscience et d'en décider. Ce dont le Québec a le plus besoin dans les conditions actuelles, afin de se décider et d'agir : c'est un Homme d'État.

André Boisclair. Êtes-vous cet Homme?

Si OUI, alors nous avons besoin de vous.

JRMS

Un valet du pouvoir centralisateur d'Ottawa, les Québécois n'en veulent plus et plusieurs autres « provinces d'empire » n'en veulent plus. Toutes, elles ont besoin d'un Homme d'État pour les diriger vers les statuts reconnus d'État. Que le Québec donne l'exemple et qu'il le donne maintenant.